



PAYS DE LA LOIRE
COOPÉRATION
INTERNATIONALE

FEUILLE DE ROUTE

2021-2023

Table des matières

Table des matières	2
Glossaire	2
Introduction.....	3
Bilan 2018-2020.....	4
Ambition 2021-2023.....	8
Présentation synthétique du programme	8
Calendrier	15
Budget et ressources prévisionnels.....	16
Risques et opportunités	18

Glossaire

AFD – Agence Française de Développement

ALCID - Acteurs Ligériens de la Coopération Internationale et du Développement

AMP – Agence des Micro-Projets

CLES – Carrefours Ligériens de l’Engagement et de la Solidarité

CIRRMA – Conférence Interrégionale des Réseaux Régionaux Multi-Acteurs

COREMOB - Comité Régional de la Mobilité Européenne et Internationale

CRM – Customer Relationship Management

FDVA – Fonds pour le Développement de la Vie Associative

FONJEP – Fonds de Coopération de la Jeunesse et de l’Education Populaire

FORIM – Forum des Organisation de solidarité internationale Issues des Migrations

ECSI – Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale

MEAE – Ministère de l’Europe et des Affaires Etrangères

ODD – Objectifs de Développement Durable

pS-Eau – Programme Solidarité Eau

RECITAL - Renforcer l’Education à une Citoyenneté Internationale sur nos Territoires par une Approche Locale des ODD

RRMA – Réseau Régional Multi-Acteurs

TOTEM – Territoire Ouvert Tourné et Engagé vers le Monde

Introduction

La présente feuille de route est le fruit d'un travail de concertation et de priorisation des administrateurs de Pays de la Loire Coopération Internationale réunis au sein de sa Commission Programme, sur la base des 6 missions définies dans ses statuts : identification des acteurs ; information et représentation ; appui aux porteurs de projets ; animation du réseau ; éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale ; soutien à la mobilité internationale, notamment des jeunes. Elle vise à définir les grandes orientations du réseau pour la période 2021-2023 et fera l'objet d'une évaluation à cette échéance. Elle pourra être ajustée en fonction des évolutions de contexte, contraintes et opportunités qui se présenteront.

Construction du réseau

Le Conseil Régional des Pays de la Loire a proposé, en 2016, que le réseau ALCID (Acteurs Ligériens de la Coopération Internationale et du Développement), qu'elle animait jusqu'alors avec l'appui d'un prestataire, s'autonomise sous la forme d'une association gouvernée par les acteurs eux-mêmes. A l'issue d'un processus de co-construction ayant impliqué près de 170 structures sur une durée de deux ans, ce réseau a pris la forme d'un Réseau Régional Multi-Acteurs (RRMA) dédié à la coopération et à la solidarité internationale, forme qui existait déjà dans 9 autres régions métropolitaines. C'est pendant cette phase de concertation qu'ont été rédigés les deux textes fondateurs du RRMA, à savoir ses [statuts](#) et sa [charte](#). Ceux-ci mettent en avant l'ambition pour le réseau de rassembler et représenter la diversité des acteurs ligériens de la coopération internationale, rassemblés en quatre collèges (collectivités territoriale, associations, établissements d'enseignement et de recherche, acteurs économiques) et répartis sur 5 départements (Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe, Vendée), d'encourager les échanges et synergies entre ces acteurs, de rechercher l'amélioration de la qualité de leurs actions, dans un esprit d'accompagnement et de subsidiarité, de promouvoir l'engagement citoyen, notamment des jeunes, en faveur de la solidarité internationale et de l'atteinte des 17 [objectifs de développement durable](#).

Son assemblée générale constitutive a rassemblé plus de 200 personnes le 28 juin 2018, en présence de ses deux membres de droit, l'Etat représenté par M. Michel Tarran (délégué pour les relations avec la société civile et les partenariats - MEAE) et M. Yves Delaunay (conseiller diplomatique auprès de la préfète de région, et le Conseil Régional des Pays de la Loire représenté par Mme Christine Guerriau (conseillère régionale en charge du développement international). Le RRMA comptait 102 membres à sa création. Ses premiers salariés, dont sa directrice, ont pris leurs fonctions en février 2019, qui marque ainsi le début de son opérationnalisation.

Cadre national

Les réseaux régionaux multi-acteurs se sont constitués à partir du milieu des années 1990, avec pour mission de renforcer la coopération internationale et l'engagement solidaire sur leur territoire. Les RRMA sont reconnus et soutenus dans leurs missions par le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE) et par leurs Conseils Régionaux respectifs. En 2021, la France compte 12 RRMA.



Le MEAE reconnaît huit objectifs spécifiques constituant la base de travail commune à tous les RRMA avec le ministère :

- Identification des acteurs : constitution de bases de données sur la base de modèle standard et de structures de communication partagées ;
- Mise en œuvre d'une veille informative, production et diffusion d'information ;
- Appui aux porteurs de projet : formation, conseil et appui méthodologique ;
- Animation des échanges et de la concertation entre les acteurs : capitalisation d'expériences, mutualisation, organisation de rencontres, création de synergies ;
- Accompagnement des programmes d'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) ;
- Mobilisation pour l'engagement citoyen et volontaire à l'international ;
- Promotion de l'action internationale des territoires et de leurs acteurs ;
- Renforcement du dialogue avec les collectivités territoriales et accroissement du nombre de membres composant le RRMA.

Le 4 octobre 2018, Pays de la Loire Coopération Internationale faisait partie des neuf membres fondateurs de la Conférence Interrégionale des RRMA (CIRRMA). La CIRRMA, association loi 1901, permet d'étendre la visibilité des RRMA auprès des partenaires français et européens. Elle permet également de valoriser les actions des RRMA sur le plan national. De plus, elle est un véritable espace d'échanges, de mutualisation, de développement d'initiatives communes et de partage de compétences entre les réseaux adhérents.

Bilan 2018-2020

Une première feuille de route du RRMA a été rédigée en septembre 2018 pour la période 2018-2021, définissant pour chacune des six missions du réseau un ensemble d'objectifs, résultats et indicateurs.

Bilan mission 1 - Identification

La mission 1 s'est principalement traduite par le transfert de la base de données du réseau préexistant ALCID du Conseil Régional à Pays de la Loire Coopération Internationale, en conformité avec le Règlement Général sur la Protection des Données, ainsi que par le développement des cartographies en ligne sur le nouveau site internet du réseau. Sur 820 acteurs répertoriés sur le site ALCID, seuls 120 ont donné leur consentement explicite pour le transfert de leurs données vers Pays de la Loire Coopération Internationale. Quant aux projets, ils n'ont pas pu être transférés lors du changement de site internet ; l'équipe du réseau a donc travaillé en appui aux acteurs du territoire pour référencer leurs projets sur le site. Début 2021, environ 190 acteurs et 79 projets sont visibles sur l'annuaire et la cartographie en ligne.

Un travail collectif a été engagé avec les autres RRMA et un thésaurus commun a été développé : il classe les différents acteurs en fonction de leurs zones d'intervention, de leurs domaines d'activité et des Objectifs de Développement Durable (ODD) auxquels ils contribuent. Ce thésaurus a donné naissance en 2020 à un outil de gestion de la relation partenaires (CRM – Customer Relationship Management), qui permet désormais aux RRMA de collecter et traiter les données des acteurs de la coopération internationale sur leur territoire de manière plus efficace, pour ensuite les agréger au niveau national et produire un observatoire commun de la coopération internationale sur les territoires.

Bilan mission 2 – Information et représentation

Une des premières missions de l'équipe a été de travailler sur la marque du réseau. Le logo, conçu par une agence de graphisme angevine, a été validé par le Conseil d'Administration en mars 2019, puis déposé à l'Institut National de la Propriété Industrielle. Un nouveau site internet du RRMA a été mis en ligne en octobre 2019 ; il permet notamment la prise de rendez-vous en ligne, la constitution d'une cartographie, la définition de différents statuts sur le site pour bien distinguer les utilisateurs inscrits et les membres adhérents du réseau, l'autonomie des salariés dans l'administration du site. Celui-ci a été développé en collaboration avec plusieurs autres RRMA, dans un souci d'identification et de visibilité accrue.

En parallèle, une stratégie de communication institutionnelle propre au réseau a été développée par la commission communication. Cette dernière a analysé les forces / faiblesses / menaces / opportunités du réseau et de son environnement, étudié le comportement du public du réseau, ses habitudes et ses attentes. A partir de ces constats, des messages de communication ont été développés, dans le but de prospecter, mobiliser et fidéliser les adhérents. Pays de la Loire Coopération Internationale est également présent, depuis l'été 2019, sur différents réseaux sociaux : Facebook, LinkedIn et Twitter. Les outils de communication du réseau servent à la fois à relayer des informations ciblées aux acteurs de la coopération internationale et à valoriser les initiatives des membres du réseau. Le RRMA procède par ailleurs à l'envoi mensuel d'une lettre d'information à l'ensemble de ses contacts (plus de 580 destinataires) depuis mars 2019, dans le but de renforcer l'accès à l'information des acteurs et d'augmenter la part de visiteurs sur le site internet.

Le RRMA a su établir des partenariats avec plusieurs réseaux nationaux, qui lui permettent d'apporter de l'expertise sur un ensemble de thématiques dans le cadre de ses formations et rencontres : Agence des Micro-Projets (AMP), France Volontaires, Programme Solidarité Eau (pS-Eau), Forum des Organisation de solidarité Internationale issues des Migrations (FORIM), Comité 21, F3E...

Bilan mission 3 – Appui aux porteurs de projets

L'assemblée générale de 2019 a permis de consulter les participants sur leurs préférences et priorités en termes de thématiques et de format, en vue de développer un catalogue de formations complet. En 2020, le réseau a proposé à ses membres 19 modules de formation sur 8 thématiques méthodologiques et techniques, animés par l'équipe et des partenaires. L'évaluation de ces formations est positive. Celles-ci ont rassemblé 85 participations au total. En 2020, plus de 50 structures ont en outre bénéficié d'un accompagnement dans la définition et construction de leur projet, la recherche de financements ou dans la mise en place d'outils de suivi et de communication ; elles étaient déjà près de 40 en 2019, avec un taux de financement des projets déposés très satisfaisant, avec environ 70% des acteurs accompagnés pour le dépôt de dossiers de demande de subventions ayant obtenu le financement de leur projet.

Le RRMA a pour ambition d'appuyer la constitution de consortiums, dans le but d'encourager les synergies et mutualisations entre ses membres, de favoriser le changement d'échelle pour accéder à de nouveaux financements. En 2019, l'équipe a ainsi accompagné cinq partenaires souhaitant construire un projet conjoint de mobilité internationale. Un premier projet porté par le RRMA a vu le jour en 2020, impliquant une association et cinq collectivités territoriales dans un projet de coopération avec Madagascar.

A travers ses différents outils de communication et lors de ses événements, le réseau relaie les dispositifs de financement nationaux et locaux auprès de ses membres. Il a organisé des présentations conjointes avec plusieurs partenaires en 2020 et engagé un travail d'harmonisation des dispositifs d'appui aux acteurs du territoire portés par le Conseil Régional, le Département de Loire-Atlantique et la Ville de Nantes.

Bilan mission 4 – Animation du réseau

Le RRMA est passé de 102 à 132 membres entre 2018 et 2019, avec une forte prédominance des associations ; ce volume s'est maintenu sur 2020. Les collèges des collectivités territoriales et des acteurs économiques restent les moins représentés, avec respectivement une quinzaine et une dizaine d'adhérents. Ces chiffres, en-deçà des objectifs fixés dans la feuille de route initiale, sont cohérents avec les données partagées par les autres RRMA, dont certains ont plusieurs décennies d'existence. Un outil collaboratif et des solutions de visioconférence ont été développés afin de faciliter l'implication des administrateurs dans les instances de gouvernances, commissions et groupes de travail.

A partir de septembre 2019, le réseau a initié l'organisation de sessions d'information lors de ses permanences départementales, qui ont dû être suspendues en raison de l'urgence sanitaire en mars 2020. Un groupe de travail thématique et cinq groupes géographiques ont été constitués en 2019-2020. L'objectif de ces groupes est de favoriser l'interconnaissance et le dialogue entre les participants. Ils encouragent l'échange de bonnes pratiques, les discussions autour de difficultés rencontrées sur le terrain et la mise en réseau. En 2020, le RRMA a organisé 3 rencontres régionales. La première portait sur l'expérience des Etablissements d'enseignement agricole en Afrique. La seconde a pris la forme d'ateliers de la mobilité internationale, animés par un ensemble de partenaires. Enfin, la première édition des Carrefours Ligériens de l'Engagement et de la Solidarité (CLES) pour l'international s'est tenue en décembre. Au total, ces rencontres ont mobilisé plus de 400 participations.

En 2019-2020, le RRMA a consolidé et diversifié ses financements, en obtenant de nouvelles subventions pour plusieurs de ses projets, ce qui lui a permis de constituer un fonds de réserve correspondant à près de deux mois de fonctionnement.

Bilan mission 5 – Education à la citoyenneté et à la solidarité internationale

Le déploiement des Tandems Solidaires en Pays de la Loire avait fait l'objet d'un premier atelier lors d'une rencontre dédiée à l'ECSI en décembre 2018. Ce dispositif, développé et porté par les RRMA de Bourgogne-Franche-Comté et d'Occitanie, consiste à soutenir des partenariats entre associations et établissements d'enseignement dans le but d'engager les élèves sur un parcours d'ouverture à l'international au cours de l'année scolaire. Pour définir et lancer le dispositif, ainsi que pour sélectionner les projets, un comité de pilotage a été constitué avec des structures de l'enseignement public et privé, des collectifs associatifs, le Conseil Régional et un représentant du collège économique. Douze tandems ont été soutenus en 2019-2020 et 18 ont été validés à la rentrée scolaire 2020.

Pays de la Loire Coopération s'est joint à 10 RRMA pour proposer un projet commun « Renforcer l'Education à une Citoyenneté Internationale sur nos Territoires par une Approche Locale des ODD » (RECITAL) à l'Agence Française de Développement. Dans le cadre de ce projet, en 2020 et 2021, Pays de la Loire Coopération Internationale s'est engagé à renforcer les acteurs de l'ECSI de son territoire à travers des formations collectives, un appui individualisé, ainsi que la gestion d'un fonds territorialisé. L'animation d'un groupe de travail ECSI et l'organisation d'un événement annuel sur l'ECSI doivent créer des dynamiques d'échanges, de synergies et de mutualisation. La publication d'un recueil des actions d'ECSI en Pays de la Loire et la participation à l'observatoire national viseront à recenser et valoriser les initiatives du territoire, à les répliquer dans d'autres régions et à s'inspirer des succès des RRMA partenaires.

Dans le cadre de la tenue à Bordeaux, initialement prévue en juin 2020, du sommet Afrique-France pour les villes et territoires durables (repoussé en juillet 2021), Pays de la Loire Coopération Internationale a contribué à la mobilisation des acteurs du territoire et l'information du grand public sur les enjeux de la ville durable. La thématique a été intégrée aux groupes de travail Afrique de l'Ouest et Sahel, à travers les présentations de différents intervenants spécialisés sur un des aspects de la ville durable. Par ailleurs, la revue mutualisée et les infographies développées ont également contribué à cette sensibilisation. Enfin, le réseau a lancé un appel à initiatives visant à soutenir l'organisation d'événements contribuant à promouvoir les cultures du continent africain.

Enfin, Le Conseil Régional a sollicité Pays de la Loire Coopération Internationale pour développer et coordonner une campagne de sensibilisation sur le Liban. Celle-ci a été initiée en 2020 en partenariat avec l'association Globe Reporters ; elle implique 19 classes de primaire, collège et lycée des cinq départements de la région, qui collaboreront pendant une année scolaire avec des journalistes professionnels.

Bilan mission 6 – Soutien à la mobilité internationale

Le Comité Régional de la Mobilité Européenne et Internationale (COREMOB) des Pays de la Loire existe depuis 2015 et vise à renforcer la coordination des acteurs de l'éducation formelle et non formelle, leur mise en réseau et leur complémentarité afin de développer la participation des jeunes aux expériences de mobilité européenne et internationale, en attachant une attention particulière aux publics qui en sont le plus éloignés. Dans un esprit de complémentarité et de subsidiarité, les salariées du RRMA ont rencontré les différents acteurs membres du COREMOB et ont intégré plusieurs groupes de travail émanant du COREMOB.

Des ateliers de la mobilité organisés à la demande des acteurs, se sont tenus à Angers au deuxième semestre 2020. 12 ateliers et un espace Forum dédiés à toutes les formes de mobilité ont été organisés avec plus de 30 structures partenaires, venant de l'ensemble du territoire régional et représentant les 4 collèges d'acteurs du RRMA. Au total, ce sont 75 participants qui ont assisté à l'évènement, malgré

les contraintes de jauges auxquelles Pays de la Loire Coopération Internationale a dû s'adapter dans le contexte de crise sanitaire.

Ambition 2021-2023

Pour les trois années à venir, Pays de la Loire Coopération Internationale entend consolider sa gouvernance et son équilibre financier, développer son offre de services et renforcer son expertise en vue de l'amélioration de la qualité des projets portés par les acteurs de la coopération internationale du territoire ligérien.

Dans le cadre de sa mission d'identification, cette ambition se traduira par l'alimentation continue de sa base de données et le développement d'outils spécifiques permettant de qualifier et faire coïncider les compétences des acteurs souhaitant développer de nouveaux partenariats. Ces outils viseront notamment à engager les entreprises dans des projets de solidarité internationale et développement local, en prolongement de l'étude sur la mobilisation du collège économique conduite en 2020.

La mission d'information et représentation aura pour objet de renforcer la visibilité des initiatives portées par les membres du réseau et de s'engager à leurs côtés dans des actions de plaidoyer œuvrant à l'atteinte des objectifs de développement durable. Le réseau souhaite notamment s'engager en faveur de la mobilisation des entreprises, fondée sur la responsabilité sociétale à l'international, la recherche d'un développement local inclusif et la prise en compte des interdépendances entre territoires. L'idée au travers de ces engagements est de travailler à la réputation du réseau en mettant l'accent sur la qualité de l'accompagnement et sa capacité à saisir des opportunités pour s'engager sur des trajectoires différenciantes.

La mission d'appui aux porteurs de projets se traduira toujours par le développement d'une offre de formations et d'un parcours d'accompagnement pour les membres souhaitant renforcer leurs actions, avec une attention particulière aux questions transversales que constituent l'intégration du genre et la protection de l'environnement. Cet appui pourra notamment prendre la forme de missions de suivi-évaluation sur le terrain. Cette mission aura également pour objet le soutien à la construction de projets pluri et multi-acteurs, dont certains portés par le réseau en tant que chef de file.

La mission d'animation aura pour ambition d'engager toujours davantage les membres et administrateurs dans la dynamique du réseau, à travers la prospection de nouveaux adhérents et l'organisation de rencontres propices à une participation active des quatre collèges. Cette mission comprend par ailleurs la recherche de partenaires financiers, dont la diversification devra assurer une plus grande stabilité au RRMA dans son fonctionnement et ses projets.

Les missions d'ECSI et de soutien à la mobilité internationale auront vocation à valoriser les ressources et initiatives développées par les acteurs du territoire, ainsi qu'à faciliter les rencontres et partenariats entre ceux-ci. Les dispositifs portés par le réseau devront cibler autant que possible les publics dits « éloignés » de l'ECSI et intégrer des projets de mobilité.

Au final, il s'agit de maintenir d'ici à 3 ans la dynamique actuelle pour conforter le RRMA dans une mission d'intérêt général.

Présentation synthétique du programme

Synthèse mission 1

Identification

OBJECTIFS

Mettre à la disposition des habitants du territoire et des institutions une base d'information fiable, actualisée et valorisée des acteurs de la coopération et de la solidarité internationale.

Faciliter la recherche de partenaires, le partage d'expériences et de compétences, la mutualisation d'actions et la construction de projets pluri-acteurs européens et internationaux.

INDICATEURS

- Nombre d'acteurs référencés par département, pays et thématique d'intervention, objectif de développement durable.
- Nombre de projets référencés par pays et thématique d'intervention, objectif de développement durable.
- Nombre d'acteurs inscrits sur la bourse aux partenariats et qualifiés par compétences / expertise.
- Nombre de partenariats appuyés.

ETAT DES LIEUX - 2020

Base de données interne développée via un CRM (*Customer Relationship Management*), avec 9 autres RRMA.

Annuaire des acteurs et cartographie des projets mis en ligne, incluant leur contribution aux ODD.



180 acteurs référencés sur l'annuaire en ligne et 400 dans la base de données interne.

65 projets référencés sur le site du réseau.

RESULTATS ATTENDUS - 2023

Un outil en ligne permettant l'identification et le *matching* des compétences (bourse aux partenariats, catalogue des compétences, vivier d'experts) est développé.

500 acteurs (contre 203 à ce jour) et 300 projets (contre 79 à ce jour) sont référencés sur le site par domaine d'action, pays d'intervention et contribution aux ODD

Synthèse mission 2

Information et représentation

OBJECTIFS

Faire connaître les actions et initiatives du réseau, des acteurs et membres ; construire la notoriété du réseau.

Collecter et diffuser des actualités sur les enjeux, les ressources et les financements.

Participer à la réflexion des politiques publiques de collectifs régionaux, nationaux, européens et internationaux.

INDICATEURS

- Nombre d'articles publiés sur le site internet et relayés sur les réseaux sociaux.
- Fréquentation du site et impressions de postes sur les réseaux sociaux.
- Nombre d'initiatives de plaidoyer soutenues et relayées par le réseau.
- Nombre de dispositifs régionaux et nationaux auxquels le réseau est contributeur.
- Nombre de conventions de partenariat.

ETAT DES LIEUX - 2020



Logo et charte graphique adoptés en 2019.

Site internet développé en 2020, comprenant une cartographie des projets et permettant aux membres de publier du contenu.

Lettre d'information mensuelle envoyée à près de 580 contacts.



Partenariats construits avec le pS-Eau, Cités Unies France, l'Agence Française de Développement, France Volontaires, le F3E, le Comité 21 Grand Ouest, le ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, l'Agence de l'Eau Loire Bretagne, la Conférence Interrégionale des RRMA, les collectivités territoriales et services déconcentrés de l'Etat.

RESULTATS ATTENDUS - 2023

Les spécificités et les initiatives portées par les membres du réseau sont valorisées (témoignages, *success stories*...)

Les acteurs ont à disposition une information de qualité et ciblée sur la coopération internationale leur permettant d'améliorer leurs projets.

Le réseau est connu et reconnu par les institutions régionales et nationales pour son expertise sur la coopération internationale.

Des initiatives de plaidoyer visant à contribuer à l'atteinte des objectifs de développement durable sont soutenues et relayées par le réseau.

Synthèse mission 3

Appui aux porteurs de projets

OBJECTIFS

Renforcer les capacités des acteurs dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de leurs projets. Adopter une approche d'amélioration continue de service.

Favoriser l'émergence et faciliter la concrétisation de projets multi et pluri-acteurs.

INDICATEURS

- Nombre de structures accompagnées.
- Nombre de formations organisées, dont formations sur le genre et l'environnement.
- Taux de satisfaction des participants aux formations.
- Nombre de consortiums appuyés.
- Nombre de projets portés par le RRMA.

ETAT DES LIEUX - 2020

8 journées de formation organisées pour 50 participants en 2020.



80%

des participants satisfaits ou très satisfaits des formations.

Environ 80% des projets accompagnés en 2019-2020 ont obtenu un financement.

Un formulaire commun développé par le Conseil Régional, le Département de Loire-Atlantique et la Ville de Nantes, avec l'appui du réseau.

Un consortium accompagné en 2019-2020 (projet mobilité) et un consortium constitué en 2020 (projet coopération décentralisée Madagascar).

Partenariats multi-acteurs encouragés dans le cadre de TOTEM et de la consultance sur la mobilisation du collège économique.

RESULTATS ATTENDUS - 2023

Des projets multi et pluri-acteurs, intégrant notamment des entreprises, sont conçus avec l'appui du réseau ; le réseau porte au moins un de ces projets par an

Une offre de formations s'intégrant dans une démarche qualité et répondant aux attentes et besoins des porteurs de projet est développée et évaluée chaque année.

Le réseau participe au développement, à la simplification et à l'harmonisation des dispositifs d'appui aux porteurs de projet ligériens (en soutien aux bailleurs).

Les porteurs de projet appuyés intègrent à leurs actions la contribution aux objectifs de développement durable, en particulier la prise en compte du genre et de l'environnement

Synthèse mission 4

Animation du réseau

OBJECTIFS

Développer l'adhésion au réseau et l'implication active des membres dans les commissions de travail et le fonctionnement des instances de gouvernance.

Renforcer la cohésion et encourager les dynamiques multi et pluri-acteurs.

Développer le rayonnement du réseau et le sentiment d'appartenance de ses membres.

Sécuriser le modèle économique en diversifiant et fidélisant de nouveaux partenaires financiers.

INDICATEURS

- Nombre d'adhérents par collège.
- Nombre de réunions des instances de gouvernance.
- Nombre de participants aux événements du réseau, répartis par collège.
- Nombre d'administrateurs participant aux événements du réseau.
- Nombre de conventions de financement signées.
- Montant des fonds propres constitués.

ETAT DES LIEUX - 2020



134 adhérents en 2020, dont 14 collectivités territoriales et 9 acteurs économiques.

Conventions de financement signées avec le ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, le Conseil Régional des Pays de la Loire, le Fonds pour le Développement de la Vie Associative, l'Agence des Services Civiques, l'Agence de l'Eau Loire Bretagne, l'Agence Française de Développement.

Fonds propres couvrant environ un mois et demi de fonctionnement.



3 événements régionaux multi-acteurs organisés en 2020, pour un total de 240 participations environ.

RESULTATS ATTENDUS - 2023

Le nombre d'adhérents au réseau augmente de 10% par an, en recherchant une meilleure répartition géographique ; le nombre d'adhérents des collèges 1 (collectivités territoriales) et 4 (acteurs économiques) double en 3 ans.

Les événements du réseau permettent aux 4 collèges d'acteurs de se rencontrer et d'échanger.

50% des administrateurs sont mobilisés dans les activités du réseau (hors instances de gouvernance).

Les fonds propres couvrent 3 mois de fonctionnement du réseau.

Synthèse mission 5

Education à la citoyenneté et à la solidarité internationale

OBJECTIFS	INDICATEURS
<p>Contribuer à l'éducation à la citoyenneté et la solidarité internationale sur le territoire régional en ciblant notamment de nouveaux publics.</p> <p>Participer à la coordination des actions dans ce domaine en bonne entente et subsidiarité avec les acteurs régionaux engagés dans ces thématiques.</p> <p>Valoriser les actions et compétences des membres dans ce domaine.</p>	<ul style="list-style-type: none">➤ Information à jour sur le site et relayée sur les réseaux sociaux concernant les ressources ECSI.➤ Nombre de campagnes, rencontres et groupes de travail ECSI organisés / soutenus / relayés ; nombre de participants.➤ Pourcentage de public éloigné ciblé par les dispositifs du réseau.➤ Nombre de partenariats développés avec les acteurs de l'ECSI.
ETAT DES LIEUX - 2020	RESULTATS ATTENDUS - 2023
<p>Participation à la coordination et valorisation des campagnes citoyennes (Festival des Solidarités, AlimenTERRE, Festival Pastille.)</p> <p>Animation d'un groupe de travail ECSI.</p> <p>12 Tandems Solidaires soutenus en première année et 18 en deuxième année. </p> <p> 19 établissements engagés dans une campagne de sensibilisation aux médias sur le Liban.</p> <p>Dispositif TOTEM construit et piloté depuis 2020.</p> <p>6 projets TOTEM accompagnés, mobilisant 17 acteurs issus des quatre collèges du réseau.</p>	<p>Les ressources documentaires et pédagogiques existantes sont connues par les acteurs de l'ECSI du territoire.</p> <p>Les dispositifs d'ECSI portés par le réseau, notamment les tandems solidaires, priorisent les publics éloignés (entreprises, quartiers prioritaires, zones rurales, étudiants, apprentis, départements de Sarthe et Mayenne, jeunes en difficulté scolaire et sociale).</p> <p>Des partenariats entre les acteurs de l'ECSI et les acteurs du monde de l'éducation sont développés et renforcés.</p> <p>Des outils et rencontres permettent de capitaliser et valoriser les initiatives des acteurs de l'ECSI du territoire.</p>

Synthèse mission 6

Soutien à la mobilité internationale

OBJECTIFS	INDICATEURS
<p>Contribuer au développement de la mobilité et de l'engagement solidaire, notamment des jeunes, tout en soutenant l'esprit de la réciprocité des échanges.</p>	<ul style="list-style-type: none">➤ Nombre de projets de mobilité accompagnés.➤ Nombre de mobilités intégrées aux projets portés par le réseau.➤ Nombre de rencontres visant à promouvoir la mobilité internationale et ses acteurs organisées / soutenues / relayées ; nombre de participants.➤ Information à jour sur le site concernant les dispositifs d'appui à la mobilité.
<p>Participer à la coordination des actions dans ce domaine en bonne entente et subsidiarité avec les acteurs régionaux engagés dans ces thématiques.</p>	
ETAT DES LIEUX - 2020	RESULTATS ATTENDUS - 2023
<p>Participation aux réunions et groupes de travail du COREMOB.</p>	<p>Les projets portés par le réseau intègrent des dispositifs de mobilité internationale.</p>
<p>Organisation d'ateliers de la mobilité impliquant 30 partenaires et accueillant 75 participants.</p>	<p>Des outils et rencontres permettent de capitaliser et valoriser les initiatives développées par les acteurs de la mobilité.</p>
<p>Appui à un consortium d'acteurs sur un projet de mobilité européenne des apprentis et formateurs.</p>	<p>Les dispositifs de soutien à la mobilité internationale, notamment des jeunes, sont relayés dans les outils de communication du réseau.</p>
<p> Appui aux dispositifs de mobilité internationale déployés par le FONJEP.</p>	

Calendrier

Activités	Calendrier		
	2021	2022	2023
Mission 1 - Identification			
Prospection d'acteurs de la coopération internationale en ligne et lors des permanences			
Conduite d'entretiens avec les nouveaux acteurs identifiés			
Alimentation et mise à jour hebdomadaire de la base de données			
Développement de partenariats pour le référencement systématique des projets financés par des dispositifs ciblés			
Développement et déploiement d'un outil de référencement et <i>matching</i> des compétences			
Mission 2 – Information et représentation			
Développement de la stratégie de communication digitale du réseau			
Veille et publication d'articles, relai sur les réseaux sociaux et via une lettre d'information mensuelle			
Conception et diffusion de supports de communication visant à valoriser les initiatives des membres			
Participation aux instances de concertation régionales, interrégionales et nationales			
Soutien aux initiatives de recherche et plaidoyer portées par les membres			
Développement de partenariats opérationnels avec des acteurs spécialisés			
Mission 3 – Appui aux porteurs de projets			
Définition et coordination d'une offre de formation semestrielle ou annuelle			
Evaluation de l'ensemble des formations animées et/ou organisées par le réseau			
Accompagnement individualisé des porteurs de projets			
Appui à la recherche de partenaires et constitution de consortiums multi-acteurs			
Veille et diffusion d'information sur les financements			
Dialogue avec les bailleurs en vue de l'évolution et harmonisation des dispositifs de soutien			
Conception de projets pluri et multi-acteurs ; réponse à des appels à projets en qualité de chef de file			
Conduite de missions de suivi / évaluation sur le terrain			
Mission 4 – Animation du réseau			
Animation de rencontres thématiques et géographiques favorisant la participation des 4 collègues d'acteurs			
Organisation des CLES pour l'international chaque année			
Recherche de nouveaux partenaires financiers			
Réalisation de permanences départementales trimestrielles			
Développement d'outils et d'une dynamique encourageant l'implication des administrateurs dans les instances de gouvernances et activités du réseau			
Mission 5 – Education à la citoyenneté et à la solidarité internationale			
Conception et mise à jour d'une page ressource ECSI sur le site du réseau, en lien avec les acteurs ; diffusion de leur actualité via les outils de communication du réseau			
Animation de dynamiques d'échanges pour les acteurs de l'ECSI			
Participation aux groupes de travail interrégionaux et nationaux sur l'ECSI			
Conception et administration de dispositifs de soutien aux acteurs de l'ECSI			
Appui aux coordinateurs des campagnes citoyennes dans l'organisation et la valorisation des événements			
Mission 6 – Soutien à la mobilité internationale			
Appui aux dispositifs de mobilité internationale			
Participation au COREMOB			
Mise à jour d'une page ressource mobilité sur le site du réseau, en lien avec les acteurs ; diffusion de leur actualité via les outils de communication du réseau			
Animation de dynamiques d'échanges pour les acteurs de la mobilité internationale			

Budget et ressources prévisionnels

Charges	2020	2021	2022	2023
ACTIVITES	101 455	175 000	90 250	114 250
Mission 1 - identification	3 855	4 100	1 800	1 800
<i>Annuaire</i>	15	600	300	300
<i>Observatoire</i>	3 840	3 500	1 500	1 500
Mission 2 - information et représentation	7 043	23 100	13 600	12 600
<i>Marque et site</i>	668	2 000	3 000	2 000
<i>Publications</i>	3 884	16 500	6 000	6 000
<i>Représentation</i>	2 491	4 600	4 600	4 600
Mission 3 - Accompagnement porteurs de projets	41 828	51 900	22 800	27 800
<i>Formations</i>	4 981	7 800	7 800	7 800
<i>Accompagnement et projets mutualisés</i>	36 847	44 100	15 000	20 000
Mission 4 - Animation	3 394	12 150	8 300	9 300
<i>Réunions bureau, CA et commissions</i>	361	1 800	1 800	1 800
<i>Réunions groupes de travail</i>	356	6 350	1 500	1 500
<i>Assemblée générale</i>	45	1 500	2 000	3 000
<i>Evénements / rencontres</i>	2 632	2 500	3 000	3 000
Mission 5 - ECSI	43 126	77 500	41 500	59 500
<i>Organisation / participations événements</i>	148	1 500	1 500	1 500
<i>Appui microprojets / tandems solidaires</i>	29 193	56 000	25 000	43 000
<i>Campagnes RRMA</i>	13 785	20 000	15 000	15 000
Mission 6 - Soutien mobilité Jeunes	2 208	6 250	2 250	3 250
<i>Evénements / rencontres</i>	2 100	6 000	2 000	3 000
<i>Accompagnement / veille</i>	109	250	250	250
FRAIS DE FONCTIONNEMENT	19 537	21 500	21 500	21 500
<i>Matériel et fournitures</i>	2 500	3 000	3 000	3 000
<i>Locaux et charges</i>	2 623	3 420	3 420	3 420
<i>Voitures</i>	3 384	3 780	3 780	3 780
<i>Communication</i>	4 244	4 700	4 700	4 700
<i>Gestion RH et comptabilité</i>	5 220	5 000	5 000	5 000
<i>Divers</i>	1 566	1 600	1 600	1 600
RESSOURCES HUMAINES	133 143	168 260	175 750	180 750
<i>Salariés</i>	127 074	165 000	170 000	175 000
<i>Formation</i>	0	1 500	1 500	1 500
<i>Volontaires et stagiaires</i>	6 069	1 760	4 250	4 250
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS	3 000	3 000	3 000	3 000
FONDS ASSOCIATIF	15 000	10 000	5 000	5 000
TOTAL CHARGES	272 135	377 760	295 500	324 500

Valorisations	2020	2021	2022	2023
<i>Mise à disposition de biens</i>	6 000	6 000	6 000	6 000
<i>Bénévolat</i>	6 000	6 000	6 000	6 000
TOTAL VALORISATIONS	12 000	12 000	12 000	12 000

Les principaux investissements liés à la mise en route du réseau ont été réalisés en 2019-2020 : mobilier, matériel informatique et de visioconférence. Ses locaux sont mis à disposition par Angers Loire Métropole depuis février 2019. Les frais de gestion perdurant sur la période 2021-2023 comprennent les charges et l'entretien des locaux, la location d'un véhicule, les abonnements internet et de téléphone, la prestation de comptabilité et paye, ainsi que les consommables de bureau.

Les ressources humaines constituent le principal poste de dépense. L'équipe comporte 3 salariées permanentes (directrice, chargée de mission communication et partenariats, chargée de mission ECSI et mobilité internationale). Celles-ci sont appuyées ponctuellement par des stagiaires et un volontaire en service civique, pour lequel l'agrément a été obtenu fin 2019. 2 apprenties ont également intégré l'équipe à l'automne 2020. A l'issue de leur contrat, mi-2021, des solutions seront recherchées pour la pérennisation du poste d'assistant administratif, correspondant à l'augmentation progressive des charges de ressources humaines présentées dans le budget prévisionnel. L'équipe du réseau sera dimensionnée au rythme de l'évolution des projets.

La mission ECSI intègre la rétrocession de fonds à travers les dispositifs Tandems Solidaires, TOTEM et Semaines de l'Afrique, ainsi qu'une prestation pour la conduite de la campagne Liban, qui expliquent le volume financier important présenté. Ces dispositifs sont financés par les bailleurs dans le cadre de projets spécifiques. La mission accompagnement comprend des prestations de services dans le cadre de formations, études et projets mutualisés. Ces derniers font également l'objet de financements spécifiques.

PRODUITS	2020	2021	2022	2023
Subventions d'exploitation	255 135	359 760	275 500	302 500
Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères	110 000	172 000	145 000	150 000
Conseil Régional des Pays de la Loire	85 750	61 500	48 500	48 500
Autres collectivités territoriales		4 000	6 000	6 000
Agence Française de Développement	54 385	90 760	60 000	80 000
Agence des Micro-Projets	1 000	1 500	2 000	2 000
Fonds pour le Développement de la Vie Associative	4 000	6 000	6 000	6 000
Agence de l'Eau Loire Bretagne		8 000	8 000	10 000
Aide à l'emploi		16 000		
Autres produits de gestion courante	17 000	18 000	20 000	22 000
Cotisations	17 000	18 000	20 000	22 000
TOTAL DES PRODUITS	272 135	377 760	295 500	324 500

Contributions volontaires en nature	2020	2021	2022	2023
Dons en nature	6 000	6 000	6 000	6 000
Bénévolat	6 000	6 000	6 000	6 000
TOTAL VALORISATIONS	12 000	12 000	12 000	12 000

Les ressources du réseau se composent des cotisations des membres, des subventions de fonctionnement et des subventions de projets.

Le volume des cotisations présenté augmente progressivement entre 2021 et 2023, ce qui reflète l'ambition du réseau d'accroître le nombre de ses membres dans la prochaine période.

Les subventions du ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères comprennent l'enveloppe générale attribuée au réseau, correspondant à 80 000 euros en 2020, et les projets spécifiques tels que les Semaines de l'Afrique et les dispositifs Clés en Main.

La subvention annuelle du Conseil Régional, d'un montant de 48 500 euros, est réhaussée de l'aide spécifique affectée à la campagne Liban en 2020-2021. Les autres collectivités territoriales des Pays de la Loire seront sollicitées dans la prochaine période pour contribuer aux dispositifs d'ECSI portés par le réseau, notamment dans les établissements scolaires dont elles ont la compétence.

Le financement de l'AFD correspond au projet RECITAL, acquis pour les années 2020-2021 et dont il est espéré un prolongement de 2022 à 2024.

A travers un conventionnement de la CIRMA avec l'AMP, un soutien financier est octroyé aux RRMA animant des formations sur la conception et mise en œuvre de micro-projets. Une enveloppe sera également sollicitée auprès du FDVA pour la formation des bénévoles. Un premier financement de ce fonds a été obtenu en 2020 pour l'étude sur la mobilisation du collège économique.

Un partenariat a été conclu avec l'Agence de l'Eau Loire Bretagne pour un projet pilote en 2020, qui devrait se poursuivre dans la durée.

Enfin, des aides à l'embauche d'apprentis sont attendues de l'Etat en 2021, en lien avec le plan de relance lancé dans le contexte de crise sanitaire.

Risques et opportunités

Le contexte actuel de crise sanitaire liée à la Covid-19 fait craindre une diminution des financements dédiés à la coopération internationale à moyen terme, qui pourrait affecter les RRMA. Les acteurs des quatre collèges subissent les effets de la crise et sont incités à prioriser leurs activités ; les dynamiques de coopération internationale pourraient là aussi en pâtir. Enfin, les projets portés par le réseau, qu'ils se déroulent en France (TOTEM, Tandems Solidaires) ou à l'international (Clés en main), sont ralentis par les mesures de confinement, couvre-feu et les interdictions de voyager. Pays de la Loire Coopération Internationale doit donc se tenir prêt à ajuster ses ambitions et son volume d'activités à cette réalité pour la prochaine période.

Néanmoins, dans ces circonstances *a priori* défavorables, le réseau a constaté un soutien renforcé de ses partenaires institutionnels, ainsi qu'un regain d'intérêt des collectivités territoriales pour la coopération décentralisée, qui laissent entrevoir de nouvelles opportunités de projets et pourraient permettre un développement de certaines de ses activités.

La présente feuille de route devra nécessairement s'adapter aux évolutions du contexte, de la situation des membres, des attentes et besoins de ses partenaires. Elle pourra être amendée si besoin avant 2023.